

Pouvoir d'emprunt—Loi

Je me souviens que, pendant la campagne électorale, le NPD a cessé de parler de l'Accord de libre-échange. Pour expliquer ce fait, un journal rapportait que le siège social du NPD s'était rendu compte que les Canadiens estimaient que le NPD ne s'y connaissait pas tellement en économie, de sorte qu'il était préférable de ne pas parler de libre-échange. Cela m'a fait chaud au coeur, parce que je savais que, si je vivais assez vieux, j'entendrais bien une déclaration du siège social du NPD avec laquelle je serais d'accord. Ils ne s'y connaissent pas tellement en économie. Le député assis au bout de la Chambre formule toutes sortes de prédictions sur la disparition du Parti conservateur. Il n'a qu'à se regarder dans une glace pour découvrir ce qui les attend lui et son parti. Tant que la Chambre existera, ils sont voués à camper à l'autre extrémité, car ils n'ont pas encore compris que la responsabilité financière est un facteur de réussite en politique. C'est parce que notre parti l'a compris qu'il va continuer d'occuper les banquettes ministérielles.

C'est au gouvernement et à notre parti qu'il incombe de s'attaquer au problème de la dette. Nos honorables vis-à-vis n'ont par exemple pas encore compris que dès l'instant où ils naissent, les petits Canadiens contractent une dette de 12 000\$. Au lieu de proposer des solutions constructives quant à la façon de régler ce problème, ou encore d'appuyer le ministre des Finances qui s'efforce de remettre le pays dans la bonne voie, ils font tout pour empêcher le gouvernement de réduire ses dépenses. Ils font tout également pour l'empêcher d'augmenter ses revenus. Ce qu'ils voudraient, au contraire, c'est qu'ils hypothèquent l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants. Ils devraient avoir honte. Je ne crois pas que les Canadiens le supportent encore bien longtemps.

A mon avis, le gouvernement a été élu pour prendre des décisions difficiles. Nous avons été élus pour prendre des décisions justes. Je sais qu'il n'est pas facile pour qui que ce soit de ce côté-ci de la Chambre de ne pas accroître les dépenses dans certains domaines que nous croyons tous utiles. Nous nous faisons difficilement à l'idée de hausser les impôts des Canadiens, mais je crois que ceux-ci nous ont élus pour cela. Nous avons obtenu un mandat qui est à la fois difficile et juste. Nous sommes chargés de mettre de l'ordre dans les affaires fiscales de notre pays. C'est exactement ce qu'a fait le ministre des Finances.

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, je suis enchanté de participer aujourd'hui à l'examen du projet de loi C-11. Je me propose en l'occurrence de partager avec tous les députés certaines observations que m'ont transmises mes électeurs depuis quelques mois, notamment au sujet du Budget.

Au cours de la campagne électorale, la principale question qui revenait sans cesse sur le tapis était celle de l'honnêteté et de l'intégrité du gouvernement. Alors que je faisais du porte à porte, c'était là le sujet que mes électeurs abordaient de loin le plus fréquemment. Franchement, et je dis cela en toute sincérité, les Canadiens commencent à perdre confiance dans les partis politiques et les hommes politiques en général.

• (1620)

Ils m'ont également parlé du discours du Trône. Ils trouvent, sans être pour autant d'allégeance libérale, que le discours du Trône renferme des tas de vieilles idées ressassées, qu'il contient maints énoncés présentés de façon à faire voir le gouvernement sous un jour meilleur.

Ainsi, avant les élections, nous avons entendu parler du Centre de développement durable. Nous l'avons de nouveau entendu mentionner dans le discours du Trône. Or, nous avons eu beau scruter le Budget, nous n'en avons encore trouvé trace nulle part. Ces derniers temps, nous n'avons pas entendu parler non plus du Centre national pour le contrôle des maladies que le gouvernement avait promis au Manitoba, ni du centre de recherche en gérontologie, ni du centre en recherche diagnostique à l'hôpital Saint-Boniface. Nous nous demandons ce qui a bien pu advenir de tous ces magnifiques projets, car à dire le vrai, de nombreux Manitobains avaient espéré que le gouvernement les réaliserait.

En quoi consiste le budget? Des habitants de ma circonscription et des gens avec lesquels je me suis entretenu dans tout le pays ont dit qu'il s'agissait de la pire razzia fiscale à laquelle on ait jamais procédé au Canada. C'est là un budget de promesses violées et de déclarations trompeuses. Quelle vision y a-t-il dans le discours du Trône ou dans le budget? Quelles consolations y a-t-il pour les Canadiens, les pauvres, la classe moyenne, les travailleurs âgés, les personnes âgées, les étudiants, les femmes et les chefs de famille monoparentale? Quelles raisons ont-ils d'espérer, d'avoir confiance dans un avenir meilleur? Manifestement, mesdames et messieurs, ce n'est pas le gouvernement qui va les aider à cet égard.

Dans ce budget, le gouvernement viole des promesses et induit les Canadiens en erreur. Il est d'ailleurs passé maître dans cet art. Permettez-moi de vous faire part de certains cas qui sont de notoriété publique. Le Parti conservateur affirme que le déficit était supérieur à 38 milliards de dollars en 1984. Il oublie de rappeler aux Canadiens, cependant, qu'il a été au pouvoir pendant plus de la moitié de l'année. Bien entendu, il prétendra que sans cela, ce déficit aurait été encore plus important. Avant les élections, le premier ministre (M. Mulroney) a prétendu qu'on avait jugulé le déficit. Eh bien, il a oublié de préciser que les conservateurs avaient doublé la dette. Ils auront doublé cette dette en cinq ans. Le déficit est